

**Mònica Guillén-Royo**

**Francis Munier**

La Félicité des Communs.  
Contributions de l'économie du  
bonheur pour une économie verte  
et cordiale : Cas d'étude de la loi  
française « climat et résilience »

*The Felicity of the Commons.  
Contributions of the economics of  
happiness for a green and cordial  
economy. Case study of the French  
'climate and resilience' law*

## RÉSUMÉ

L'économie du bonheur montre que les relations sociales sont une source importante de bien-être subjectif. En référence notamment au concept de croissance défensive, les relations sociales apparaissent également plus vertes. Dès lors, l'objet de cet article est d'explorer les fondamentaux théoriques et empiriques d'une économie verte et cordiale sous l'angle du concept philosophique de reconnaissance, avec un cas d'étude de la loi française « climat et résilience ».

## MOTS-CLÉS

Economie du bonheur ; Environnement ; Croissance défensive ; Reconnaissance ; Relations sociales.

## ABSTRACT

The economics of happiness shows that social relations are an important source of subjective well-being. With particular reference to the concept of defensive growth, social relations also appear to be greener. The purpose of this paper is to explore the theoretical and empirical foundations of a green and cordial economy from the perspective of the philosophical concept of recognition, with a case study of the French 'climate and resilience' law.

## KEYWORDS

Economics of happiness; Environment; Defensive growth; Recognition; Social relations.

## 1. INTRODUCTION

Les débats autour de la COP26 considèrent essentiellement deux approches. La solution technologique et l'écologisation des comportements. La technologie apportera sans doute des réponses, mais cela ne saurait être suffisant. Les attitudes doivent aussi se verdier. Outre la prééminence de ces approches, un consensus émerge et ne souffre quasiment d'aucune contradiction (hormis le climato scepticisme par intérêt, égo-grégarité, simagrée ou créatinisation digitale, ou encore le déni de l'éco-anxieux, voire l'ultracrepidarianisme) : le changement climatique c'est maintenant et c'est maintenant qu'il faut agir.

Pourtant, pourquoi avons-nous tant de mal à modifier nos formes d'existences alors que nous savons que notre mode de développement a un impact négatif sur l'environnement ?

Comment expliquer ce décalage entre la prise de conscience et l'action (Benasayag & Cany, 2020 ; Pelluchon, 2018) ?

En effet, les individus, entreprises et États devraient jouer avec entrain un rôle salvateur en adoptant des modes de vie verts, en visant la frugalité, la simplicité volontaire, la consommation durable, l'énergie renouvelable, ou encore d'autres moyens afin de promouvoir une économie verte. Force est de constater que cela ne va pas tant de soi, car ces comportements écologiquement durables peuvent être appréhendés par l'individu comme une réduction d'une consommation positionnelle / de confort, également appréhendé par une taxation, et ainsi une diminution de la satisfaction ; par l'entreprise comme des investissements coûteux en contradiction avec un taux d'actualisation ignorant le long terme de surcroît non stochastique selon la logique coûts – bénéfices ; par l'État comme un détachement difficile au sacro-saint PIB et à l'air du temps électoral. L'approche économique standard dit que ces comportements induisent un sacrifice en termes de bien-être. Alors, écologiste et heureux ne saurait être qu'aporétique ?

L'objet de cet article est de montrer *a contrario* que le bonheur est un concept clé pour non seulement comprendre l'impact du réchauffement de la planète, mais également pour démontrer que le bonheur semble être une solution viable au problème du changement climatique (Bartolini & Sarracino, 2021 ; Binder & Blankenberg, 2017 ; Guillen-Royo, 2016 ; Helliwell & Hall, 2020 ; Lambin, 2009). Cette problématique permet alors de concilier bonheur et devoir écologique, bonheur et soutenabilité, bonheur et vie (verte) bonne.

Une transition verte serait ainsi liée à une vie bonne et ce récit d'un avenir positif pourrait contribuer à promouvoir plus aisément un développement durable car les gens sont bien plus attirés par la promesse d'une vie heureuse que par la sombre perspective d'une catastrophe.

Plus précisément, nous nous attachons ici sur un résultat saillant de l'économie du bonheur indiquant en effet qu'un facteur clef du bien être subjectif repose sur des relations sociales de qualité (Aslam & Corrado, 2007 ; Bartolini et al., 2013 ; Bartolini & Bonatti, 2008 ; Bartolini & Sarracino, 2015 ; Haller & Hadler, 2006 ; Vaillant et al., 2019 ; Winkelmann, 2005), et que celles-ci sont aussi corrélées à un comportement plus vert lorsque le focus se positionne ainsi sur les biens relationnels (Bartolini, 2014 ; Becchetti et al., 2008 ; Uhlaner, 1989) plutôt que sur les biens positionnels.

En d'autres termes, une politique *ad hoc* contre le réchauffement climatique consisterait à faciliter le capital social tout en rendant les individus plus heureux. L'OECD (2001, p.41) définit le capital social comme « (des) groupes qui nous unissent de par les normes communes, les valeurs, et la compréhension facilitant la coopération à l'intérieur des groupes ou entre eux ». Ce bien commun qui est la relation inter - subjective serait source de félicité *a contrario* de la tragédie (Harding, 1968).

Néanmoins, arguer que les relations sociales sont un *nexus* du bonheur ne suffit pas. Pour avancer sur ces questions, il convient de notre point de vue de conceptualiser ontologiquement cette vertu écologique (Pelluchon, 2018) des relations sociales pour autoriser un glissement paradigmatique de *l'homo oeconomicus* à *l'homo felix* (selon Binder, 2020).

En nous appuyant sur les travaux de Honneth (1992, 2006), Hoewel (2013), Calvo (2018), Munier (2018), Burger et al. (2020) et Pelluchon (2018), nous suggérons ainsi une éthique et une esthétique de la *reconnaissance* pour une économie verte et cordiale.

Une première partie est consacrée à dessiner le portrait de l'*homo economicus* et à en dénicher les 'mauvais' contours relationnels et environnementaux. La seconde partie consolide cette première brique en soulignant le lien entre croissance défensive, mépris et dégâts environnementaux. La troisième partie souligne l'importance des relations inter - subjectives et leurs effets bénéfiques sur le bonheur et l'environnement *via* le prisme du concept de reconnaissance. La quatrième et dernière partie consiste à appliquer cette réflexion théorique au cas de la loi française 'climat et résilience'.

## 2. LA SOLITUDE DE L'HOMME ÉCONOMIQUE ET SON IMPACT DÉLÉTÈRE SUR LE BONHEUR ET L'ENVIRONNEMENT

L'homme économique est seul. Sa recherche de satisfaction maximale induit finalement une croissance que Bartolini (2019) qualifie de défensive, croissance qui n'aboutit pas à une amélioration du bonheur, de surcroît avec des effets négatifs sur l'environnement (Binder, 2019, Sarracino, 2019).

Comme le rappelle Munier (2018), Friedman et Friedman (1990, p 5) affirment que le marché libre fonctionne "sans exiger que les gens se parlent ou s'aiment". Cette affirmation, dénuée de toute possibilité d'affection pour les autres, de vivre avec et pour les autres, se traduit par l'accent mis sur soi, l'égoïsme et l'absence d'interaction sociale dans l'approche néoclassique

standard (Calvo, 2018). Fondé sur la théorie du choix rationnel, ce comportement de l'homme économique égoïste, solitaire et hédoniste a été critiqué par nombres de philosophes et sociologues contemporains (Laval, 2007).

Ce n'est que récemment que l'analyse économique a commencé à explorer les liens entre les relations interpersonnelles, le comportement économique et le bien-être subjectif (Gui & Sugden, 2005 ; Helliwell, 2001, 2006 ; Helliwell & Putnam, 2004 ; Marglin, 2008). Des relations fréquentes et de qualité avec des amis, des parents et des collègues sont positivement corrélées avec le bonheur de l'individu (Aslam & Corrado, 2007 ; Haller & Hadler, 2006 ; Winkelmann, 2004).

Ces résultats ont conduit à une nouvelle interprétation du paradoxe d'Easterlin (1974) dans le sens où une moindre intersubjectivité en quantité et en qualité compense, voire annule, l'effet positif d'un revenu supplémentaire sur le bien-être subjectif, notamment à long terme. Ainsi, comme le montrent Diwan (2000), Bartolini et Sarracino (2011), Bartolini et al. (2013), lorsque la société devient plus abondante, l'effet positif de l'amélioration des conditions économiques sur le bien-être subjectif peut être compensé par une moindre fréquence et qualité des relations interpersonnelles au profit des biens positionnels. En cela, il semble intéressant d'ajouter une dimension relationnelle à celle de l'hédonisme, des aspirations et des comparaisons sociales pour comprendre le paradoxe.

Binder (2019) considère également que la question du développement soutenable est trop souvent appréhendée selon une vision standard éloignée des avancées récentes du 'Beyond GDP'. L'*homo economicus* doit en cela se dé-

partir de sa nature égoïste vers davantage d'altruisme et de justice. Comme le rappelle Welsch (2020), l'économie du bonheur apporte des résultats enrichissants à l'économie de l'environnement. La microéconomie standard s'intéresse à la consommation comme seule source d'utilité, l'économie du bonheur établit que la qualité de l'environnement a au contraire une incidence directe sur l'utilité. Les études sur le bonheur permettent aux chercheurs d'estimer le compromis d'utilité que les gens sont prêts à faire entre la consommation et l'environnement, fournissant ainsi un nouvel outil pour l'évaluation environnementale.

En outre, l'économie du bonheur indique que les individus évaluent leur consommation par rapport à la consommation des autres et à leur propre consommation passée. Cela induit des externalités de consommation avec des défaillances du marché en sus des externalités environnementales. Ces externalités de consommation et environnementales combinées suggèrent que la réglementation environnementale doit être plus stricte que ce que suggèrent les modèles traditionnels de politique environnementale.

Dès lors, comment appréhender un comportement vert ? Lambin (2009) définit trois classes : les altruistes, qui adoptent naturellement des comportements en faveur des communs, les coopérateurs conditionnels, qui les adoptent sous la condition que les autres en font de même, et les cavaliers solitaires et égoïstes agissant selon une désolation au sens définitionnelle d'Arendt (Pelluchon, 2018). L'un des problèmes repose sur le fait que tant que les cavaliers solitaires ne modifient pas leurs comportements, les coopérateurs conditionnels en feront de même. Et il n'y a aucune raison que cela change tant que

le récit de l'économisme et celui de l'hyperconsommation demeure dominant. Dit autrement, une façon de convertir les réticents consiste à les convaincre que leur bonheur est lié à l'environnement.

Le bonheur n'est donc pas nécessairement un obstacle à l'engagement écologique. Selon la logique économique standard, de prime abord cela semble contre-intuitif et trop souvent des gouvernements et autres assertent que sacrifier le bonheur individuel et collectif est nécessaire pour créer un monde plus durable. Cette litanie pourrait être finalement contre-productive pour persuader les individus de prendre soin de l'environnement.

Une autre façon d'enrichir l'analyse de cette question de la solitude et son impact sur l'environnement est celle liée à notion de croissance défensive que nous développons ci-après.

### **3. MÉPRIS, CROISSANCE DÉFENSIVE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE**

Il est commun de reprendre le mémo de Summers (1991) pour mettre en évidence la face lugubre de la science économique : « Dirty' Industries: Just between you and me, shouldn't the World Bank be encouraging MORE migration of the dirty industries to the LDCs [Least Developed Countries]? I can think of three reasons: 1) The measurements of the costs of health impairing pollution depends on the foregone earnings from increased morbidity and mortality (...). 2) The costs of pollution are likely to be non-linear as the initial increments of pollution probably have very low cost (...). 3) The demand for a clean environment for

aesthetic and health reasons is likely to have very high income elasticity (...) »<sup>1</sup>.

L'économisme peut détruire la communauté avec mépris et cynisme (Marglin, 2008). Dans la même veine, le récit d'une croissance et d'une consommation sources de bonheur et de progrès atténue l'efficacité des politiques environnementales en raison de la perception négative qui alors en découle. A l'instar de Laurent (2021), nous considérons que l'approche économique standard fondé sur la logique coût – bénéfice, sur la recherche optimale de gain sans gaspillage, offre un cadre, certes d'une logique interne imparable, mais contestable sur un plan moral et finalement potentiellement délétère sur le bonheur. La lutte contre le réchauffement climatique doit au contraire s'inscrire selon un bénéfice mutuel « environnement – individus » (Bartolini & Sarracino, 2021 ; Laurent, 2021).

La croissance défensive (Bartolini, 2019 ; Bartolini et al., 2013 ; Bartolini & Bonatti, 2003, 2008 ; Bartolini & Sarracino, 2014, 2015, 2017, 2019, 2021 ; Sarracino, 2019) illustre avec acuité le rôle délétère de la croissance économique sur le bien-être subjectif et l'environnement. Les modèles de croissance défensive soutiennent que les externalités négatives liées à la croissance alimentent le processus de crois-

sance lui-même. Ainsi, contrairement à la doxa économique celle-ci n'est pas toujours synonyme de progrès et peut finalement avoir un impact négatif sur le bien commun. C'est notamment le cas lorsque le moteur de la croissance se fonde sur la consommation. À cet égard, les recherches de Pieters (2013) indiquent que les consommateurs sont confrontés à un « piège matériel » dans lequel le matérialisme favorise l'isolement social qui, à son tour, renforce le matérialisme. La solitude contribue davantage au matérialisme que l'inverse. Cette relation s'explique notamment par l'importance accordée aux biens en tant que remède au bonheur ou en tant que mesure de la réussite.

Les auteurs montrent que l'impact du revenu absolu sur le bien-être diminue de moitié lorsque les individus sont socialement engagés, par rapport aux individus socialement isolés. L'augmentation de la pauvreté relationnelle renforce ainsi l'importance symbolique de l'argent dans la vie des gens. Selon la théorie de la croissance défensive, les conséquences d'une crise du capital social conduit au mal être et à l'amplification de l'importance accordée à l'argent avec in fine une augmentation des heures travaillées et de la croissance du PIB. En cela, plus le capital social est faible, plus la croissance économique est élevée, plus les gens sont malheureux.

Une autre facette de la croissance défensive se situe au niveau des comportements inter – générationnels. En effet, selon la logique économique d'aucuns considèrent que pour assurer le bien-être des générations futures il convient d'accumuler des biens privés pour ses propres descendants, et non de mener des actions collectives pour les générations futures en général. Le paradoxe est que finalement la richesse

---

<sup>1</sup> Industries « sales » : Entre nous, la Banque mondiale ne devrait-elle pas encourager PLUS de migration des industries sales vers les PMA (pays les moins avancés) ? Je vois trois raisons à cela : 1) La mesure des coûts de la pollution nuisible à la santé dépend du manque à gagner lié à l'augmentation de la morbidité et de la mortalité (...). 2) Les coûts de la pollution sont susceptibles d'être non linéaires, car les premières augmentations de la pollution ont probablement un coût très faible (...). 3) La demande d'un environnement propre pour des raisons esthétiques et sanitaires est susceptible d'avoir une très forte élasticité-revenu (...).

privée alimente la croissance économique mais aussi les externalités environnementales négatives. Pour renchérir, selon l'approche de la croissance défensive, plus la préoccupation actuelle pour les générations futures sera importante, plus les conditions environnementales futures seront mauvaises, les individus ne disposant que d'une arme privée et égoïste contre cette dégradation collective future, les biens communs en seront altérés.

Or, comme le précise Pelluchon (2018), nous sommes toujours lorsque nous respirons, mangeons, travaillons ou encore consommons en rapport avec les autres humains et non humains passés, présents et futurs. Ce sentiment océanique, cette corporéité font écho à une éthique de la reconnaissance et de la considération, aux vertus éthiques et environnementales. Ils procurent une épaisseur ontologique au concept de capital social pour mieux en saisir les mécanismes sous-jacents dans la quête du bonheur.

#### **4. RECONNAISSANCE ET BONHEUR POUR UNE CONSIDÉRATION ENVIRONNEMENTALE**

Face aux critiques de l'économisme, nous retenons une approche philosophique qui examine le concept de reconnaissance afin d'élargir la dimension ontologique de l'homo economicus pour lui conférer des compétences interpersonnelles, de l'empathie et de l'altruisme. La reconnaissance fournit un cadre d'analyse original de l'homme et de ses inter - subjectivités, dans une tentative d'enrichir la dimension relationnelle entre soi et les autres. Les théories de la reconnaissance motivent des débats importants en philosophie mais il faut reconnaître, que la diffusion de ces idées est encore très marginale

dans le champ de l'économie (Calvo, 2018 ; Hoevel, 2013 ; Munier, 2018).

La reconnaissance constitue un « besoin humain vital » (Taylor, 1991, 1992). Elle est décrite comme un phénomène ontologique selon lequel les individus aspirent à être constamment reconnus par les autres. Les personnes ont besoin de sentir qu'ils sont des êtres humains au regard des autres, car c'est une condition de conscience de soi (Hegel, 1807). Honneth (1992) confirme la dimension socio-ontologique de la reconnaissance, qui peut être comprise comme une dimension normative. La reconnaissance permet de développer et de maintenir des attitudes positives envers soi-même et d'obtenir suffisamment de ressources psychologiques pour se réaliser. Elle permet de s'intégrer dans la société ou dans une communauté et permet ainsi à ce « tout » de tenir ensemble. Ce double effet de la reconnaissance est obtenu par le prisme de trois principes de reconnaissance : l'amour, les droits et la solidarité.

Dans la sphère de l'amour, les personnes affirment leurs besoins physiques et affectifs. C'est la forme la plus fondamentale de reconnaissance. Les êtres humains vivent dans un monde qui est organisé selon une logique axiologique. Tout ce que nous faisons individuellement ou collectivement est, d'une certaine manière, défini par ce à quoi nous tenons intrinsèquement. Aristote utilisait le terme de *philia* pour désigner l'attitude consistant à prendre soin, par nature ou comme moyen, de l'eudémonie d'autrui. Être une personne suppose donc que l'on possède les ressources psychologiques nécessaires pour aimer, car être aimé est aussi une composante importante du fait d'être une personne. *Amor Mundi* comme le rappelle Pelluchon (2018).

À travers les relations intimes, qu'il s'agisse de la vie amoureuse, familiale ou amicale, l'individu peut accéder à cette forme de reconnaissance qui favorise la confiance en soi. Il s'agit d'une activité permanente qui implique un échange continu avec les autres pour qu'une personne soit reconnue dans la particularité de ses besoins.

La sphère des droits au sens des relations juridiques ne renvoie pas à un attribut particulier d'une personne, mais davantage à une dimension déontique de la reconnaissance. Pour être respecté par les autres, chacun doit être considéré comme une entité partageant l'autorité de conception des normes sociales au sens de responsabilités et de droits moraux. Pour être autonomes et libres, il faut atteindre la capacité de contribuer avec équité à l'administration des normes. Pour parachever cette forme de reconnaissance, les personnes doivent être considérées comme égales, avoir les mêmes droits, faire face à la justice de manière équitable. Cette reconnaissance permet d'atteindre le respect de soi. Les personnes sont reconnues dans la généralité de leur humanité, sans tenir compte d'une caractéristique spécifique.

Dans la sphère de la solidarité au sens des relations sociales et de la communauté, les dimensions axiologique et déontique de la reconnaissance se rencontrent et sont satisfaites. Il s'agit ici de notre besoin d'estime sociale. Cette partie de la reconnaissance concerne le fait d'être reconnu pour ce que nous faisons, comme une personne ayant des capacités spécifiques qui apportent une valeur cohérente pour la communauté. Cette reconnaissance doit être liée selon le seul accomplissement individuel à la contribution à la vie sociale et coopérative, et non pas être aveuglément orientée selon le sta-

tut. Cet aspect de la reconnaissance est particulièrement partagé dans les projets communs à travers les relations de solidarité. Le travail et les projets de chacun dépendent souvent de ceux des autres et le fait d'être considéré de manière coopérative plutôt qu'instrumentale semble nécessaire pour maintenir le meilleur cadre possible pour une bonne vie sociale. Cette reconnaissance doit être mutuelle et honnête.

En tant que fondement ontologique des interactions d'un individu, la compréhension du concept de reconnaissance est importante pour nous aider à comprendre le besoin relationnel de l'homo economicus dans sa quête d'une « bonne vie », c'est-à-dire sa vie heureuse où l'estime, le respect et la confiance en soi constituent des éléments importants. Munier (2018) a ainsi pu montrer empiriquement l'impact positif de la reconnaissance sur le bonheur des individus.

En outre, les personnes heureuses sont en meilleure santé et les personnes en meilleure santé sont plus heureuses. Cercle vertueux. Les sociétés où les individus se disent plus heureux (que l'on peut qualifier de « pays heureux ») coopèrent davantage pour résoudre les problèmes environnementaux (Sameer et al., 2021), semblent produire une empreinte environnementale plus faible car les principaux déterminants du bonheur (égalité et capital social) ont peu d'incidence carbone.

Sur la base d'enquêtes menées dans 152 pays pour comprendre le lien entre le bonheur et les objectifs et comportements en matière de soutenabilité, Sameer et al. (2021) ont également examiné la consommation, les objectifs de soutenabilité (définis par les Nations unies) et la quantité de déchets recyclés.

Le premier constat indique que les « pays heureux » consomment en général davantage que les ‘pays moins heureux’, ce qui n’est pas nécessairement bon signe comme le soulignent les auteurs. Néanmoins, les « pays heureux » sont également plus performants écologiquement car les individus consomment aussi de façon plus responsable. Pour renforcer ces conclusions, une deuxième analyse est proposée par Sameer et al. (2021), en divisant les pays en groupes selon un bonheur élevé *versus* faible et en contrôlant d’autres facteurs comme la richesse par habitant, la corruption, la confiance sociale, et confirment que les « pays heureux » ont davantage atteint les objectifs écologiques. En d’autres termes, plus le pays est composé d’individus se déclarant heureux plus il serait pourvu de vertus environnementales.

Dès lors, la question qui se dégage est de comprendre pourquoi les personnes plus heureuses agiraient alors de manière plus durable. Les personnes plus heureuses se sentiraient-elles plus reconnaissantes de leur vie et ainsi prendraient soin de ce qui l’enrichit comme l’environnement et la société, les relations sociales ? Une première intuition consiste à souligner à nouveau que le niveau de bonheur d’un pays s’explique aussi en raison de la justice sociale et du niveau des inégalités, de la gestion saine des biens communs et d’un capital social solide. Reprenons le fil de notre analyse reconnaissance, bonheur et comportements verts.

Nous avons pu identifier des analyses qui indiquent que le bonheur semble positivement corrélé à la prise en considération des enjeux climatiques et environnementaux. Un élément central du bonheur repose sur les relations sociales, celles-ci seraient davantage écologiques en comparaison à une con-

sommation par trop positionnelle. Nous suggérons que le concept de reconnaissance explique ontologiquement les ressorts des relations sociales. Il convient maintenant d’apporter des éléments permettant de montrer que les comportements éco - responsables s’expliquent également selon cette logique de reconnaissance, source de bonheur (Burger et al., 2020 ; Munier, 2018).

La littérature indique que le fait de s’engager dans un ensemble de pratiques de consommation durable (des pratiques « douces » comme le recyclage ou le choix d’appareils à haute efficacité énergétique aux pratiques « fortes » comme devenir végétarien ou prendre moins l’avion) ne nuit pas au bonheur (Guillen-Royo, 2019 ; Kasser, 2017). Néanmoins, une association négative avec le bonheur peut apparaître lorsque les pratiques ou les comportements sont pris isolément, par exemple « ne pas avoir ou utiliser de voiture » (Verhofstadt et al., 2016) ou « acheter des aliments biologiques » (Welsch & Kühling, 2011), qui se sont avérés être négativement liés au bonheur lorsqu’ils sont étudiés isolément.

Les travaux de Binder et al. (2019) apportent des premières réponses. Les auteurs reconnaissent que les comportements pro-environnementaux sont souvent liés de manière positive au bien-être des individus. Ils tentent alors de comprendre si cette relation positive s’explique selon l’identité des individus, mesurée à la fois par l’image de soi verte et par leur notion de la vie bonne en général. Ils déterminent que l’image verte de soi est positivement liée à la satisfaction dans la vie.

Blankenberg et Alhusen (2019) montrent que pour comprendre la complexité des comportements verts, il convient de considérer une interaction



de différents facteurs. En cela, les normes et les valeurs ont un impact sur le comportement, mais celles-ci dépendent également de la position d'une personne dans un certain contexte social. L'identité définit une personne - sa catégorie sociale - en tenant compte des influences exercées sur elle par l'interaction sociale. Les normes sont des institutions informelles (fondées, par exemple, sur l'imitation et la tradition) qui influencent le comportement. Les caractéristiques de la communauté ont un impact sur l'environnementalisme autoproclamé et influencent la prédisposition d'une personne à une identité respectueuse de l'environnement. Les gens sont plus susceptibles de prendre des décisions pro-environnementales si leur identité sociale est liée à un groupe qui respecte les normes environnementales. En d'autres termes, nous retrouvons ici les éléments de la reconnaissance. L'image de soi des individus est analogue, ou du moins proche, de l'identité perçue, avec un impact sur l'attitude verte.

Les travaux plus récents de Binder et al. (2020) confirment la relation positive entre les modes de vie écologiques et le bien-être subjectif, en raison d'une conformité à une norme sociale écologique, mais également à l'adhésion à une norme spécifique à un groupe qui renforce le sentiment d'identité des individus. À nouveau, nous retrouvons des similitudes avec le concept de reconnaissance. Binder et al. (2020) démontre que la relation entre un mode de vie écologique et le bonheur repose (en plus de la conformité à une norme morale intériorisée) sur l'identité du groupe plus que sur la conformité à une norme écologique à l'échelle de la société.

## 5. QUE DIT LA LOI FRANÇAISE « CLIMAT ET RÉSILIENCE » SUR CES QUESTIONS ?

Les théories des besoins sont facilement associées aux travaux de la Convention Citoyenne Française sur le climat (2021). Il y a deux raisons à cela. Premièrement, elles distinguent les besoins fondamentaux [(santé physique et autonomie selon Doyal et Gough (1999) ou une liste de neuf besoins selon Max-Neef (1991)] et les satisfactions. Alors que les besoins sont universels, les facteurs de satisfaction sont considérés comme relatifs à la société et sont susceptibles d'être modifiés par des politiques et des interventions. La Convention des Citoyens de France a été précisément l'occasion d'une discussion sur les satisfactions durables.

En outre, les satisfacteurs de besoins ne fonctionnent pas de manière isolée, il existe des synergies et des compromis entre eux, et étudier comment les satisfacteurs durables sont connectés est important si l'on veut que les mesures proposées soient efficaces (Guillen-Royo, 2016).

Quelques aspects sont à noter concernant le travail effectué par la Convention française. Gough (2017, 2021) a suggéré d'utiliser une double stratégie (s'appuyant sur les connaissances codifiées des climatologues et des sciences sociales et sur les connaissances expérimentelles des voyageurs aériens) pour engager la société dans des pratiques sobres en carbone. Il considère la Convention Citoyenne Française sur le climat comme un exemple de la double stratégie.

L'une des mesures adoptées par la Convention était la fin des vols intérieurs sur des lignes offrant des alternatives à faible émission de carbone (train) pour les trajets de moins de 4 heures. Cette mesure a été soutenue par

88% des voix. Cette mesure a ensuite été édulcorée par le Parlement, qui a approuvé la suppression des liaisons pouvant être effectuées en train en moins de 2,5 heures. Plus intéressant encore, la convention n'a pas soutenu la réduction de la semaine de travail de 35 à 28 heures ou toute autre mesure visant à accroître la flexibilité du temps de travail (voir ci-dessous). Pourtant, ces dernières mesures sont essentielles si l'on doit remplacer les vols liés au travail par des trajets en train ou en autocar qui demandent beaucoup de temps (Guillen-Royo, 2022 ; Sahakian et al., 2020). En outre, des recherches participatives antérieures menées en Europe ont associé la réduction de la semaine de travail et la flexibilité du temps de travail à des satisfactions synergiques, c'est-à-dire une norme ou une structure sociétale répondant à plus d'un besoin humain (Guillen-Royo, 2010, 2016, 2022). En n'abordant pas la question des heures de travail ou de la flexibilité du travail lorsqu'elle cherche à réduire le transport aérien, la Convention aurait pu minimiser l'effet sur l'environnement et le bien-être de l'annulation des liaisons court-courriers.

Suite à l'argumentation ci-dessus, la loi climat et résilience pourrait avoir échoué dans la prise en compte des facteurs interconnectés qui soutiendraient le succès des mesures concernant la production, la consommation, les déplacements et le logement. En outre, et suivant Kasser (2017), on peut émettre l'hypothèse que l'association positive entre les comportements de consommation durable et le bonheur trouvée dans la littérature sur le bonheur est due au fait que l'engagement dans des pratiques de consommation durable contribue à satisfaire les besoins psychologiques fondamentaux d'autonomie, de compétence et de relation.

Une forme de recherche de reconnaissance faisant écho aux travaux mentionnés précédemment apparaît où autonomie, compétence et parenté co-existent.

L'autonomie implique que les gens apprécient leurs propres actions et s'y intéressent, qu'elles soient approuvées par eux-mêmes et non imposées par des agents extérieurs. La compétence est liée à la capacité d'obtenir des résultats pour fonctionner efficacement dans sa société. La parenté est liée au sentiment de faire partie de la société, d'être accepté et respecté au-delà des liens familiaux étroits (Guillen-Royo, 2007).

Voyons comment les mesures adoptées dans la loi touchent l'autonomie, la compétence et la solidarité. L'édulcoration de la mesure concernant les routes de vol intérieures pourrait être préjudiciable à l'autonomie des personnes. Les personnes qui ont participé ou approuvé les travaux de la Convention se sont senties déresponsabilisées par le gouvernement lorsque les liaisons concernées par la mesure sont passées de l'équivalent de 4 heures de train à 2,5 heures. Cela a réduit le sentiment d'autonomie des personnes. D'autres mesures suggérées par la Convention, telles que celles relatives à l'interdiction des publicités pour les biens de consommation à forte teneur en carbone, ont également été modifiées, la loi sur le climat ne prévoyant que l'interdiction des publicités pour les combustibles fossiles. Nous pourrions constater l'effet néfaste sur l'autonomie des personnes dans ce mépris de l'avis populaire/expert dans les manifestations contre la loi généralisée à travers le pays au printemps 2021.

Concernant la compétence, la répression de la pollution automobile par l'obligation pour les villes de plus de 15.000 habitants de créer des zones à

faibles émissions d'ici 2025, permettra aux personnes qui se déplacent à vélo, à pied ou en transports publics de développer leurs activités en toute sécurité et avec un risque moindre pour leur santé liée à la pollution atmosphérique et aux embouteillages. Ainsi, les personnes choisissant des alternatives à faible émission de carbone se sentiront plus compétentes et approuvées dans leur choix de mode de transport.

Nous ne trouvons pas de mesure qui puisse être directement liée à la parenté ou au développement du capital social au-delà de la mise en place directe de la Convention car il s'agissait d'une méthode participative où les gens pouvaient discuter et apprendre les uns des autres et des experts invités. La loi ne semble pas inclure la mise en place d'un mécanisme participatif pour surveiller la mise en œuvre de la loi ou ses effets et pour débattre des progrès futurs vers une société à faible émission de carbone. En cela, il semble difficile d'identifier des mesures qui encouragent ou soutiennent la réparation ou le partage, qui sont également liés à la promotion du capital social.

Enfin, bon nombre des mesures adoptées dans la loi auront un impact positif direct sur l'environnement et la santé physique des personnes [un besoin fondamental selon Doyal et Gough (1991)]. Il est prouvé que moins de pollution dans les villes, plus de repas végétariens dans les écoles et les bâtiments de l'administration publique et potentiellement moins d'avions et plus de vélo et de marche à pied, ont des impacts positifs sur la santé (Frank et al., 2004 ; Soret et al., 2014). Une meilleure santé physique est l'un des plus forts déterminants du bonheur dans tous les pays (Frey & Stutzer, 2002).

## 6. CONCLUSION

Une revue ciblée des connaissances en économie du bonheur permet de montrer que les relations sociales fréquentes et de qualité sont la source de bien-être subjectif individuel et collectif. Or, ce bien commun s'avère être une chance pour les questions environnementales tant il n'est pas énergivore et tant il supplante les ressorts de l'hyperconsommation selon une logique de croissance défensive. Adopter un comportement vert n'est plus une corvée au sens où même pour les récalcitrants, la promesse d'un plus grand bonheur sera incitative. Nous suggérons une lecture fondée sur le concept de reconnaissance pour nourrir une réflexion du rôle écologique des relations sociales pour une économie verte et cordiale.

## LIENS D'INTÉRÊT

Les auteur·e·s ne déclarent aucun conflit d'intérêts.

## BIBLIOGRAPHIE

- Aslam, A., & Corrado, L. (2007). No man is an island, the inter-personal determinants of regional well-being in Europe. *Cambridge Working Papers in Economics n. 0717*.
- Bartolini, S. (2014). Relational goods. In A. C. Michalos (Ed.), *Encyclopedia of Quality of life and well-being research* (pp. 5428–5429). Springer. [https://doi.org/10.1007/978-94-007-0753-5\\_2453](https://doi.org/10.1007/978-94-007-0753-5_2453)
- Bartolini, S. (2019). Unhappiness as an engine of economic growth. In M. Roja (Ed.), *The economics of happiness* (pp. 271–301). Springer.

[https://doi.org/10.1007/978-3-030-15835-4\\_12](https://doi.org/10.1007/978-3-030-15835-4_12)

Bartolini, S., & Bonatti, L. (2003). Endogenous growth and negative externalities. *Journal of Economics*, 79(2), 123–144. <https://doi.org/10.1007/s00712-002-0582-5>

Bartolini, S., & Bonatti, L. (2008). Endogenous growth, decline in social capital and expansion of market activities, *Journal of Economic Behavior and Organization*, 67(3), 917–926. <https://doi.org/10.1016/j.jebo.2008.01.003>

Bartolini, S., & Sarracino, F. (2014). Happy for how long? How social capital and economic growth relate to happiness over time. *Ecological Economics*, 108, 242–256. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2014.10.004>

Bartolini, S., & Sarracino, F. (2015). The dark side of Chinese growth: Declining social capital and well-being in times of economic boom. *World Development*, 74, 333–351. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2015.05.010>

Bartolini, S., & Sarracino, F. (2017). Twenty-five years of materialism: Do the US and Europe diverge? *Social Indicators Research*, 133(2), 787–817. <https://doi.org/10.1007/s11205-016-1381-7>

Bartolini, S., & Sarracino, F. (2019). *Happiness during industrial revolutions. The broken promise of Indian economic growth*. Mimeo.

Bartolini, S., & Sarracino, F. (2021). *Happier and sustainable. Possibilities for a post-growth society*. Department of

*Economics University of Siena*, 855, <http://repec.deps.unisi.it/quaderni/855.pdf>

Bartolini, S., Bilancini, E., & Pugno, M. (2013). Did the decline in social connections depress Americans' happiness? *Social Indicators Research*, 110(3), 1033–1059. <https://doi.org/10.1007/s11205-011-9971-x>

Becchetti, L., Pelloni, A., & Rossetti, F. (2008) Relational goods, sociability and happiness. *Kyklos*, 61(3), 343–363. <https://doi.org/10.1111/j.1467-6435.2008.00405.x>

Benasayag, M., & Cany, B. (2020). *Les nouvelles figures de l'agir*. La Découverte.

Binder, M. (2019). Homo economicus and happiness: Towards more sustainable development. In M. Roja (Ed.), *The economics of happiness* (pp. 171–191), Springer. [https://doi.org/10.1007/978-3-030-15835-4\\_8](https://doi.org/10.1007/978-3-030-15835-4_8)

Binder, M., Blankenberg, A.-K., & Welsch, H. (2020). Pro-environmental norms, green lifestyles, and subjective well-being: Panel evidence from the UK, *Social Indicators Research*, 152(3), 1029–1060.

<https://doi.org/10.1007/s11205-020-02426-4>

Binder, M., Blankenberg, A.-K., & Guardiola, J. (2019). Does it have to be a sacrifice? Different notions of the good life, pro-environmental behavior and their heterogeneous impact on well-being. *Cege Discussion Papers*, 366. <https://www.econstor.eu/handle/10419/204822>

Blankenberg, A. K., & Alhusen, H.

- (2019). On the determinants of pro-environmental behavior: A literature review and guide for the empirical economist. *Cege Discussion Papers*, 350. <http://hdl.handle.net/10419/204821>
- Burger, M., Quérol, M., Munier, F., & Veenhoven, R. (2020). *Analysis of the link between happiness and recognition*. EHERO.
- Calvo, I. (2018). *The cordial economy - ethics, recognition and reciprocity*. Springer Nature.
- Doyal, L., & Gough, I. (1991). *A Theory of Human Need*. Palgrave Macmillan.
- Frank, L. D., Andresen, M. A., & Schmid, T. L. (2004). Obesity relationships with community design, physical activity, and time spent in cars, *American Journal of Preventive Medicine*, 27, 87–96.
- Frey, B., & Stutzer, A. (2002). *Happiness and Economics*. Princeton University Press.
- Friedman, M., & Friedman, R. (1990). *Free to choose: A personal statement*. Harvest Book – Harcourt INC.
- Gough, I. (2018). *Heat, greed and human Need*. Edward Elgar, Cheltenham.
- Gui, B., & Sugden, R. (2005). *Economics and social interaction*. Cambridge University Press.
- Guillen-Royo, M. (2007). Consumption and wellbeing: Motives for consumption and needs satisfiers in Peru. [Doctoral dissertation, University of Bath]. [https://purehost.bath.ac.uk/ws/portalfiles/portal/187939562/UnivBath\\_PhD\\_2007\\_M\\_Guillen-Royo.pdf](https://purehost.bath.ac.uk/ws/portalfiles/portal/187939562/UnivBath_PhD_2007_M_Guillen-Royo.pdf)
- Hegel, G. W. F. (1807). *Phénoménologie de l'esprit*. Ellipse.
- Guillen-Royo, M. (2016). *Sustainability and wellbeing. Human scale development in practice*. Routledge.
- Guillen-Royo, M. (2019). Sustainable consumption and wellbeing: Does online shopping matter? *Journal of Cleaner Production*, 229, 1112–1124. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2019.05.061>
- Guillen-Royo, M. (2022). Flying less, mobility practices and wellbeing: lessons from the COVID-19 pandemic in Norway. *Sustainability: Science, Practice, and Policy*, 18(1), 278–291. <https://doi.org/10.1080/15487733.2022.2043682>
- Haller, M., & Hadler, M. (2006). How social relations and structures can produce happiness and unhappiness: An international comparative analysis. *Social Indicators Research*, 75(2), 169–216. <https://doi.org/10.1007/s11205-004-6297-y>
- Hardin, G. J. (1968). The tragedy of the commons. *Science*, 162(3859), 1243–1248. 1968. <https://doi.org/10.1126/science.162.3859.1243>.
- Helliwell, J. F., & Hall, F. (2020). Happiness on a healthier planet, In S. Myers, & H. Frumkin (Eds.), *Planetary health: Protecting nature to protect ourselves* (pp. 261–282). Island Press.
- Helliwell, J. F. (2001). Social capital, the economy and wellbeing. *The review of Economic Performance and Social Progress*. <http://www.csls.ca/rep/1/03-helliwell.pdf>
- Helliwell, J. F. (2006). Well-being, social

- capital and public policy: What's new? *The Economic Journal*, 116(510), 34–45. <https://doi.org/10.1111/j.1468-0297.2006.01074.x>
- Helliwell, J. F., & Putnam, R. D. (2004). The social context of well-being, *Philosophical Transactions*, 359(1449), 1435–1446. <https://doi.org/10.1098/rstb.2004.1522>
- Hoevel, C. (2013). *The economy of recognition: Person, market and society in Antonio Rosmini*. Springer.
- Honneth, A. (1992). *La lutte pour la reconnaissance*. Les éditions du Cerf.
- Honneth, A. (2006). *La société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique*. La Découverte.
- Honneth, A. (2013). *Ce que social veut dire (Tome 1) : Le déchirement du social*. Gallimard.
- Kasser, T. (2017). Living both well and sustainably: a review of the literature, with some reflections on future research, interventions and policy. *Philosophical Transactions of the Royal Society*, 375, 2095. <https://doi.org/10.1098/rsta.2016.0369>
- Lambin, E. (2009). *Une écologie du bonheur*. Édition du Pommier.
- Laurent, E. (2021). *The wellbeing in transition*. Palgrave Macmillan.
- Laval, C. (2007). *L'homme économique : Essai sur les racines du néolibéralisme*. Gallimard.
- Marglin, D. (2008). *The dismal science: How thinking like an economist undermines community*. Harvard University Press.
- Max-Neef, M. (1991). *Human scale development: Conception, application and further reflection*. Apex Press.
- Munier, F. (2018). The self and the others: Recognition and subjective well-being: Some empirical evidences. In R. Ege, & H. Ingersheim (Eds.), *The individual and the other in economic thought* (pp. 14–16). Routledge.
- OECD (2001). *The evidence on social capital. The well-being of nations: The role of human and social capital*. OECD. <https://doi.org/10.1787/9789264189515-en>
- Pelluchon, C. (2018). *Éthique de la considération*. Points.
- Pieters, R. (2013). Bidirectional dynamics of materialism and loneliness: Not just a vicious cycle. *Journal of Consumer Research* 40(4), 615–631. <https://doi.org/10.1086/671564>
- Sahakian, M., Nagel, M., Donzelot, V., Moynat, O., & Senn, W. (2021). Flying less for work and leisure? Co-designing a city-wide change initiative. *Urban planning*, 6(2), 299–313. <https://doi.org/10.17645/up.v6i2.3911>
- Sallis, J. F., Frank, L. D., Saelens, B. E., & Kraft, M. K. (2004). Active transportation and physical activity: opportunities for collaboration on transportation and public health research. *Transportation Research Part A: Policy and Practice*, 38(4), 249–268. <https://doi.org/10.1016/J.TRA.2003.11.003>
- Sameer, Y. M., Elmassah, S., Mertzanis, C., & El-Maghraby, L. (2021). Are happier nations more responsible? Examining the link between happiness and sus-



tainability. *Social Indicators Research*, 158, 267–295. <https://doi.org/10.1007/s11205-021-02698-4>

Sarracino, F. (2019). When does economic growth improve well-being? In M. Roja (Ed.), *The economics of happiness, How the Easterlin paradox transformed our understanding of well-being and progress* (pp. 335–370). Springer.

Soret, S, Mejia, A, Batech, M, Jaceldo-Siegl, K, Harwatt, H., & Sabaté, J. (2014). Climate change mitigation and health effects of varied dietary patterns in real-life settings throughout North America. *The American Journal of Clinical Nutrition*, 100(1), 490–495. <https://doi.org/10.3945/ajcn.113.071589>

Summers, L. (1991), *Note interne de la Banque Mondiale*, 12 décembre 1991

Taylor, C. (1991). *The malaise of modernity*. House of Anansi Press.

Taylor, C. (1992). *Sources of the self - The making of the modern identity*. Harvard University Press.

Uhlener, C. J. (1989). Relational goods and participation: Incorporating sociability into a theory of rational action, *Public Choice*, 62(3), 253–285. <https://doi.org/10.1007/BF02337745>

Vaillant, G. E., McArthur, C. C., & Arlie, B. (2019). Grant study of adult development. *Harvard Dataverse*, 4(6), 1938–2000. <https://doi.org/10.7910/DVN/48WRX9>

Verhofstadt, E., Van Ootegem, L.V., Defloor, B., & Bleys, B. (2016). Linking individuals' ecological footprint to their subjective well-being. *Ecological Economics*, 127, 80–89.

<https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2016.03.021>

Welsch, H., & Kühling, J. (2011). Are pro-environmental consumption choices utility maximizing? Evidence from subjective well-being data. *Ecological Economics*, 74, 75–87. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2011.04.015>

Winkelmann, R. (2005). Subjective well-being and the family: Results from an ordered probit model with multiple random effects. *Empirical Economics*, 30, 749–761. <https://doi.org/10.1007/s00181-005-0255-7>

## PRÉSENTATION DES AUTEUR·E·S

### **Mònica Guillén-Royo**

*CICERO, Center for International Climate research, Oslo, Norway*

Mònica Guillen Royo est économiste spécialisée en écologie. Ses recherches s'appuient sur l'économie, la psychologie sociale, la sociologie et les études de développement pour étudier la relation entre les pratiques de consommation et le bien-être subjectif. Ses travaux contribuent à la littérature sur l'économie du bonheur et promeuvent des méthodologies participatives dans le contexte de la consommation durable et de la satisfaction des besoins.

Contact : [monica.guillen-royo@cicero.oslo.no](mailto:monica.guillen-royo@cicero.oslo.no)

### **Francis Munier**

*Université de Strasbourg, BETA CNRS, France*

Francis Munier est économiste. Ses recherches s'inscrivent dans le champ de l'économie du bonheur. Il s'intéresse *via* cette approche aux questions liées au changement climatique, au concept philosophique de la reconnaissance appliqué au bien-être subjectif, à l'inégalité, et l'innovation et la technologie.

Contact : [fmunier@unistra.fr](mailto:fmunier@unistra.fr)

---

### **Pour citer cet article :**

Guillén-Royo, M., & Munier, F. (2023). La Félicité des Communs. Contributions de l'économie du bonheur pour une économie verte et cordiale : Cas d'étude de la loi française « climat et résilience ». *Sciences & Bonheur*, 8, 55–70.



### Le bonheur comme objet d'étude

*Sciences & Bonheur* (ISSN: 2498-244X) est la première revue scientifique et francophone consacrée au bonheur lancée en 2016. La revue est pluridisciplinaire, démocratique et s'intéresse aux questions liées au bonheur. Francophone, elle invite les chercheurs des différentes zones de la francophonie à se positionner sur le sujet. Pluridisciplinaire, elle accueille des spécialistes venant de toute discipline : psychologie, sociologie, management, anthropologie, histoire, géographie, urbanisme, médecine, mathématiques, sciences de l'éducation, philosophie, etc. S'intéressant au bonheur et aux mesures subjectives, la revue s'attache avant tout à la façon dont les individus perçoivent, ressentent et retranscrivent un environnement, une situation ou un rapport social.

### Une revue scientifique gratuite et accessible en ligne

En présentant et discutant différents modèles, elle se veut le lieu de débats constructifs et critiques liés aux sciences du bonheur. Elle offre également une tribune aux investigations liées aux expériences variées de la « bonne vie ». Théorique, empirique mais aussi critique, elle accueille la production de savoirs sur le bonheur dans leurs dimensions épistémologiques, conceptuelles, méthodologiques, ou sémantiques. Mais si la revue considère que le bonheur doit être étudié d'un point de vue scientifique, elle souhaite rendre accessible ses développements aux citoyens et estime qu'étant donné le sujet, l'échange et la diffusion avec la société civile sont essentiels. Contrairement à bon nombre de revues, notamment les revues anglo-saxonnes dédiées au même sujet, elle est entièrement gratuite pour les lecteurs et pour les auteurs afin de permettre une diffusion non fondée sur des critères économiques.

### Appel à contributions

*Sciences & Bonheur* accueille toute contribution, qu'il s'agisse d'une revue de questions, d'une étude empirique ou même de la recension d'un ouvrage en lien avec le bonheur. Chaque contribution fait l'objet de deux évaluations indépendantes par un comité d'experts. Un guide est fourni sur le site internet de la revue pour accompagner le processus de rédaction et de soumission. Les contributions peuvent s'insérer dans un numéro thématique ou d'un numéro varia.

### Contact et informations complémentaires

Direction de la publication : Gaël Brulé et Laurent Sovet

Site de la revue : <https://sciences-et-bonheur.org>

Contact : [edition@sciences-et-bonheur.org](mailto:edition@sciences-et-bonheur.org)